

* La lutte contre l'antisémitisme est-elle inéluctablement vouée à l'échec ?

C'est la leçon que tire Simon Epstein, dans un livre publié il y a plus de trente ans : *L'antisémitisme français aujourd'hui et demain* (Belfond, 1984). Après avoir décrit en détail les mobilisations multiformes menées contre l'antisémitisme dans toute l'Europe, et particulièrement dans des pays comme la France, la Hongrie, la Pologne, l'Allemagne et l'Autriche avant la Seconde Guerre mondiale¹, il tente de nous convaincre que, puisque les Juifs resteront toujours et partout statistiquement minoritaires, automatique-ment, la solidarité des non-Juifs, pour sincère qu'elle soit ; la protection éventuelle accordée par l'Etat et la police ; et les lois contre l'antisémitisme n'arriveront jamais à protéger les Juifs contre de nouvelles tentatives d'extermination. Par exemple, il est persuadé que, aujourd'hui, les Juifs de la Diaspora «*sont en tutelle librement consentie*» alors qu'ils qu'ils pourraient vivre dans «*un pays où les Juifs assurent eux-mêmes leur sécurité*» – Israël.

«Les Juifs d'un pays donné n'aspirent qu'à y vivre en paix. L'initiative de l'affrontement appartient donc entièrement au camp adverse. Il ne s'agit pas d'un conflit ethnique entre deux peuples convoitant un même territoire, ni d'une guerre civile entre deux partis d'une même nation. Le groupe visé est une minorité d'hommes, de femmes et d'enfants, qui forme une infime fraction de la population totale. Elle est répartie dans le pays, mêlée à la population non juive, même si souvent elle se concentre dans certaines villes et certains quartiers. Population civile, population petite, population dispersée : la cible est à la fois faible et multiple (...) la lutte est inégale, aussi à son stade préliminaire. (...) L'attaque est imprévisible, elle peut frapper n'importe qui, n'importe quand et n'importe où. Ses rythmes, ses formes et son intensité sont à la discrétion absolue du camp adverse. (...) Les antisémites attaquent une population civile, les militants juifs ne peuvent contre-attaquer sur la population non juive (...). La véritable disproportion réside évidemment dans le nombre des combattants que Juifs d'un côté, antisémites de l'autre peuvent aligner. (...) On peut en effet effrayer un ou plusieurs individus, on n'effraie pas un phénomène social.»

Selon lui, «*l'antisémitisme est préexistant à la machination infernale qui a pour but de le créer de toutes pièces*». Epstein vise ici les explications dénonçant de prétendus complots : d'extrême droite pour créer un bouc émissaire commode ; capitaliste pour «diviser la classe ouvrière», servir de diversion dans la lutte des classes (cf. l'attitude initiale de beaucoup de socialistes et d'anarchistes face la condamnation de Dreyfus) et empêcher la révolution ; terroriste pour «déstabiliser la France» (dans ce cas, ce sont les islamistes qui se servent de l'antisémitisme), etc. L'antisémitisme serait «*une donnée historique qui a ses lois propres, comme elle a des rythmes d'apparition particuliers*» ; il a «*ses bases sociales réelles, évoluant d'une situation à l'autre, mais englobant toutes les couches de la société, simultanément ou alternativement*».

Cette position, richement argumentée, est évidemment un plaidoyer pour l'existence d'Israël², c'est-à-dire d'un Etat disposant d'une force militaire suffisante afin de pouvoir sauver les Juifs dans n'importe quel pays et permettre la mise en application de leur «droit au retour».

Une telle vision repose sur trois postulats :

- l'antisémitisme serait principalement le résultat de la dispersion des Juifs et du fait qu'ils vivent en diaspora ;
- il serait inutile de lutter contre ce phénomène, parce qu'il n'y aurait aucune chance de le vaincre ;
- il n'existerait qu'une seule solution : quitter tous les pays où règne l'antisémitisme et aller vivre dans un État juif.

Quoique son plaidoyer soit fondé sur de nombreux exemples historiques (peu connus des militants et même des historiens de gauche – ou alors délibérément ignorés) et sur de solides arguments, nous ne pouvons simplement considérer l'antisémitisme, ou le racisme d'ailleurs, comme des calamités «naturelles³» (et d'ailleurs, même contre de telles calamités, les êtres humains imaginent toujours des solutions pour s'en protéger).

1. On trouve aussi certains éléments d'information sur cette période dans un autre ouvrage de Simon Epstein : *Histoire des Juifs au XX^e siècle*, Hachette Pluriel, 1998, où il décrit l'action des principales organisations de masse (juives ou pas) qui luttèrent contre l'antisémitisme, notamment :

- en Allemagne, le Central Verein (70 000 membres) ; le Wilhemstrasse Buro (sorte d'observatoire militant alimentant toutes les organisations opposées au nazisme) ; le RjF (anciens combattants juifs) ; et le JAD, Service juif de défense, composé d'anciens soldats et officiers en Allemagne ;
- en France, la LICA (50 000 adhérents) qui regroupait juifs et non-juifs ;
- en Pologne, l'Ordener Grup (2000 militants) du Bund qui était doté d'une force motorisée, d'une section d'éclaireurs et d'un service de renseignement ; le Tsukunft-Shturem organisé en groupes et en sections, portant l'uniforme ; et le Bund lui-même qui organisait des manifestations, des journées d'action et des grèves.

2. Le fait que l'auteur se dise ouvertement «sioniste» n'invalide nullement les faits incontestables qu'il invoque. Raison de plus pour confronter et critiquer ses analyses et ses conclusions politiques.

3. Epstein fait explicitement référence à la «nature humaine». Si l'on comprend son pessimisme historique, on peut aussi ne pas le partager surtout lorsqu'il écrit : «*Il n'existe aucun nouveau moyen de lutte contre l'antisémitisme qui n'ait déjà été*

Avec des arguments aussi fatalistes, les Afro-Américains n'auraient jamais pu avoir d'autre espoir que de retourner en Afrique puisqu'ils savaient d'avance qu'ils resteraient toujours minoritaires aux Etats-Unis. Et ils ne se seraient pas battus contre l'esclavage puis pour obtenir, conserver et élargir l'égalité des droits avec les autres Américains. Nous pourrions appliquer cette remarque aux combats de bien d'autres minorités nationales, ethniques ou religieuses, victimes de meurtres de masse voire de génocides dans le monde... Des Arméniens aux Rohingyas en passant par les Kurdes.

Ce n'est pas parce que les argumentaires sophistiqués des organisations juives et antiracistes et les actions militantes des divers groupes d'autodéfense antifascistes ont été inefficaces pendant l'affaire Dreyfus ou dans les années 20 et 30 ; ce n'est pas parce que la gauche, l'extrême gauche, et les anarchistes n'ont absolument pas su prévoir le judéocide ni protéger militairement les Juifs, malgré leurs promesses de solidarité inconditionnelle ; ce n'est pas parce que les Juifs eux-mêmes n'ont pas cru l'Holocauste possible en Europe et ont refusé d'écouter les sionistes de l'époque qui les appelaient à émigrer d'urgence en Palestine ; ce n'est pas parce que des fractions entières des exploités se sont laissé convaincre et même mobiliser activement par les fascistes et les nazis que nous devons abandonner la lutte contre l'antisémitisme et y voir une fatalité sociale.

Simon Epstein fait certes œuvre utile en démystifiant tous les discours sur la prétendue passivité des Juifs dans l'entre-deux-guerres – et même avant la Première guerre mondiale. **Il apporte des éléments d'information essentiels sur «l'auto-défense» des Juifs, de toutes tendances**, en Europe. Mais son scepticisme radical ne nous est guère utile pour trouver de nouvelles formes de lutte plus efficaces contre le poison actuel de l'antisémitisme, surtout quand ce fléau sévit dans les rangs de la gauche, de l'extrême gauche et des mouvements libertaires sous le couvert de l'antisionisme, de l'anticapitalisme ou de l'altermondialisme.

Dans un livre plus récent (*Un paradoxe français. Antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance*, Albin Michel, 2008), Epstein nous livre, sous forme de fiches politique insérées dans une bonne moitié de son livre, des dizaines de cas de militants ou d'intellectuels «de gauche ou d'extrême gauche» qui soutinrent activement Vichy, tinrent des discours violemment antisémites voire devinrent pronazis (mais «pas fascistes», selon Epstein, puisqu'ils n'auraient pas partagé toutes les idées de ce courant !!!), allant jusqu'à s'engager dans la Légion des volontaires français pour le bolchevisme, dans la Milice, ou à former les cadres des deux partis antisémites importants sous Pétain : le PPF (puis le PFF) de Jacques Doriot et le RNP de Marcel Déat.

En réalité, Epstein pratique un amalgame fort peu rigoureux entre, d'un côté, l'immense majorité des «collabos» qui étaient des républicains bon teint, des démocrates bourgeois antiracistes ou des sociaux-démocrates, et, de l'autre, surtout des staliniens et des syndicalistes, et une poignée de trotskistes ou de pivertistes. Cet amalgame lui permet d'affirmer que «l'extrême gauche» (dans laquelle il range pêle-mêle les anarchistes, les trotskistes, les syndicalistes révolutionnaires, les pivertistes et les staliniens) défendait des positions «pacifistes» avant 1939, ce qui expliquerait leur ralliement à Vichy.

Or, les staliniens (à part la brève période du pacte germano-soviétique du 23 août 1939 au 22 juin 1941 – et encore à condition d'exclure tous les militants «communistes» qui commencèrent à résister avant 1941) n'ont jamais été pacifistes ! Sinon comment comprendre leur participation massive et décisive à la lutte armée dans toute l'Europe durant la seconde guerre mondiale ?

Les anarchistes, non plus, comme en témoignent leurs combats en Espagne avant comme après 1936, et bien sûr aussi pendant la Seconde Guerre mondiale.

Quant aux trotskistes, même à leur niveau groupusculaire, un nombre non négligeable d'entre eux se sont engagés dans la Résistance armée.

Si le «pacifisme» peut contribuer à expliquer **partiellement** les revirements de beaucoup de républicains, de centristes, de démocrates ou de sociaux-démocrates, il ne permet absolument pas de comprendre pourquoi une partie significative des cadres et militants du PCF (et accessoirement certains syndicalistes révolutionnaires ou militants d'extrême gauche) ont pu rejoindre les rangs du fascisme et une autre partie ont choisi la Résistance armée – quoi que l'on puisse penser des bases politiques de cet engagement.

Epstein dénonce avec raison le silence observé et les omissions tendancieuses opérées par la plupart des historiens de gauche ; en effet, ceux-ci ont prétendu que presque tous les vichystes et les collaborateurs venaient de la droite, de l'extrême droite, de l'Action française et du camp raciste et antisémite – ce qui est faux. Parallèlement, il décrit, de façon détaillée, le trajet inverse effectué par de très nombreux antisémites, royalistes ou militants d'extrême droite vers la lutte armée contre Vichy et vers des positions antifascistes voire hostiles à l'antisémitisme. Dont acte.

Ces éléments historiques sont importants à connaître mais, loin de nous décourager, ils nous incitent à dénoncer encore plus clairement tous les stéréotypes judéophobes employés par certains antisionistes de gauche, anarchistes, marxistes ou altermondialistes aujourd'hui – qu'ils soient consciemment antisémites ou pas, peu nous importe. Le travail d'Epstein ne peut que nous pousser à ne jamais faire aveuglément confiance aux lois, à l'Etat ou à la police pour lutter contre le fascisme, ou toute autre forme moderne qu'il prendrait. Et à lire d'un œil critique les travaux des historiens... fussent-ils «de notre bord» !

C'est justement la connaissance sans tabous des échecs du passé qui nous permettra d'être plus vigilants et, espérons-le, plus efficaces contre l'antisémitisme. Dans ce sens, Simon Epstein nous aide à progresser en nous «déniant», y compris en dévoilant le caractère limité de beaucoup d'argumentaires antifascistes actuels fondés sur l'appel à la compassion, la raison, les droits de l'homme, l'argument selon lequel les Juifs d'aujourd'hui seraient totalement différents de «ceux d'avant» (ceux du Moyen Age, de l'Affaire Dreyfus ou des années 30) et le «devoir de mémoire». Il a raison de souligner que le fait de démontrer aux Juifs, par des manifestations et des actes de solidarité concrète, «qu'ils ne sont pas seuls» à un moment donné ne prouve pas «qu'ils ne le seront jamais». Mais nous ne pouvons nous arrêter à ce terrible constat historique, qui vaut pour bien d'autres combats de classe.

Quant à faire confiance à l'Etat d'Israël pour protéger les Juifs de la diaspora, cet Etat qui mène des guerres permanentes d'agression depuis 1956 contre les ceux qui l'entourent, cet Etat qui exploite, discrimine et réprime les Palestiniens, je me permettrai à mon tour d'exprimer mon... scepticisme – pour employer le style ironique qu'affectionne Epstein.

Un exemple suffira, même s'il concerne une autre minorité en France: les travailleurs algériens victimes de meurtres racistes en France depuis des décennies n'ont **jamais été protégés par leur Etat et... ne sont pas non plus repartis en masse en Algérie**. Avoir un Etat «à eux» ne leur a servi à rien du tout, malheureusement, pas même à négocier des accords d'immigration qui leur soient favorables et une priorité quelconque à l'accès à des titres de séjour – bien au contraire ! Si demain, ils étaient victimes de persécutions de masse, il n'est pas du tout sûr que «leur» Etat arriverait à empêcher ces persécutions, même si – sans doute – il pourrait peut-être «limiter les dégâts» avant qu'il ne soit trop tard. Simon Epstein en est d'ailleurs conscient puisqu'il établit une différence claire entre une situation où les Juifs seraient persécutés par un Etat mais auraient la possibilité d'émigrer (y compris en Israël selon ses souhaits), et une situation où ils seraient enfermés dans des camps. Rappelons à ce propos que le Japon fut incapable de protéger ses ressortissants aux Etats-Unis quand environ 110 000 d'entre eux (Japonais et Américains d'origine japonaise, de la première et de la deuxième génération) furent enfermés dans des camps entre 1942 et 1945.

Sans tomber dans la mégalomanie, notre tâche est toujours de lutter pour constituer un **rapport de forces favorable ici et maintenant**, favorable aux Juifs comme à toutes les minorités, comme à tous les exploités, sans compter sur aucun Etat ni sur aucune force réformiste ou citoyenniste, même si cela n'empêche pas des alliances ponctuelles. En évitant tout discours triomphaliste, et toute dissimulation intéressée de nos erreurs passées.

Y.C., septembre 2018

(Cet article est extrait du numéro à paraître en octobre 2018 de la revue *Ni patrie ni frontières* : « *Virus antisémites et Juifs de France (1791-2018)* »)

Virus antisémites et Juifs de France (1791-2018)



Ni patrie ni frontières n° 60-61 – Octobre 2018